



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Politique de l'énergie

4

Une sortie rapide du nucléaire aurait des conséquences fatales



Conseil des Etats

7

Le comportement de vote au Conseil des Etats doit être connu



Impôts sur l'essence

9

Les conducteurs sont chicanés par un nouvel impôt inutile



Les autres partis poussent la Suisse dans l'UE

La présidente de la Confédération Calmy-Rey et le ministre de l'économie Schneider-Amman veulent imposer les «bilatérales III». En plus des actuelles négociations avec l'UE, la reprise automatique du droit UE serait réglée. Selon la volonté de l'UE, la Suisse doit obligatoirement reprendre le droit UE. Pour l'UDC, c'est inacceptable.



Les déclarations contradictoires du Conseil fédéral concernant un éventuel paquet de «bilatérales III» appellent des éclaircissements rapides. Il est par ailleurs grand temps de retirer la demande d'adhésion toujours pendante à Bruxelles. Pour l'UDC, il est évident que les partis politiques qui s'opposent à un retrait de cette demande d'adhésion sont en réalité pour l'entrée de la Suisse dans l'UE - même s'ils prétendent le contraire. La

classe politique suisse souhaite encore et toujours rejoindre l'UE et est disposée à faire une concession après l'autre. Le Conseil fédéral renonce à chacun de nos intérêts l'un après l'autre et construit des châteaux en Espagne. Il en a été ainsi pour les accords de Schengen/Dublin. Des promesses exagérées et intenables ont été faites au peuple avant la votation populaire sur Schengen/Dublin. Aujourd'hui, cela se remarque en matière d'asile.

Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch



La souveraineté en danger

Une certaine majorité au Conseil fédéral et au Parlement préférerait voir la Suisse rejoindre l'UE aujourd'hui plutôt que demain. Ces cercles travaillent aujourd'hui certes moins ouvertement que par le passé mais non moins systématiquement, à pousser la Suisse dans l'UE. C'est dans ce contexte qu'il convient également d'interpréter la tentative de la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey et du ministre de l'économie Johann Schneider-Ammann de lancer un paquet de bilatérales III sans décision claire du Conseil fédéral. Ce paquet devrait aussi traiter de la reprise automatique du droit européen et de la création d'autorités judiciaires, d'interprétation et de surveillance correspondantes. La Suisse irait ainsi encore plus loin que ce qui était prévu à l'époque pour l'EEE. La perte de souveraineté qu'entraînerait un tel pas serait grave.

C'est dans le même esprit que le Parlement vient d'approuver des versements en milliards au Fonds monétaire international. Ces fonds sont en particulier destinés au sauvetage d'États en faillite de la zone euro. La Suisse est censée se comporter de manière solidaire, dit-on. C'est la raison pour laquelle, afin de s'assurer des votes de la gauche au Parlement, il a simultanément été décidé d'un renforcement de l'aide au développement à hauteur de plusieurs centaines de milliers de francs. Le Conseil fédéral a justifié ce geste

en prétendant que la Suisse ne pouvait pas rester à l'écart et n'avait en fin de compte pas le choix. Le Parlement a ignoré le peuple ainsi que le droit de participer aux décisions et a renoncé à la possibilité d'un référendum. Est-ce ainsi qu'agit un État souverain, sûr de lui ?

Il existe cependant aussi d'autres manœuvres inquiétantes. Le Parlement fait une nouvelle tentative d'introduction d'une juridiction constitutionnelle. L'examen « objectif » de la constitutionnalité des lois fédérales n'en est que le but affiché. En réalité, il s'agit de la question fondamentale de savoir si, dans le processus législatif, le dernier mot doit revenir au peuple et à ses représentants dans les parlements ou aux tribunaux. En fin de compte, ce que ces cercles souhaitent tout particulièrement est que les droits populaires soient eux aussi soumis à un examen. Les mêmes cercles souhaitent étendre les motifs de nullité des initiatives populaires et effectuer l'examen de ces motifs déjà avant le lancement d'une initiative, c.-à-d. par un tribunal constitutionnel. L'influence du Souverain « dérangeant », des citoyennes et citoyens, doit ainsi être restreinte. On ne saurait trop mettre en garde contre cette évolution.

Nous avons vécu un nouveau renoncement à la souveraineté au cours des dernières semaines, en lien avec la résolution de l'ONU contre la Libye. Dans ce contexte, la Suisse a autorisé des troupes britanniques à traverser la

Suisse en convoi. Parce que la Suisse est membre de l'ONU, il existerait, nous dit-on, pratiquement une obligation en ce sens. Ce serait insignifiant du point de vue de la neutralité. Le fait est que la Suisse a ainsi participé aux manœuvres de combat contre la Libye. La question n'est pas ici de savoir si nous considérons Khadhafi comme une crapule. C'est celle du principe. La question est rien de plus et rien de moins celle de l'esprit et du sens de la neutralité, dont le but a toujours été de tenir le petit État suisse hors de la politique d'hégémonie et des conflits armés. C'est ce qui nous a assuré pendant des siècles la sécurité, l'estime et le respect. Mais qui défend aujourd'hui encore ce cœur de l'État neutre et souverain ?

L'UDC a été dans ce cas également le seul parti à protester contre la décision du Conseil fédéral. L'UDC est à ce jour le seul parti à s'engager sans réserve en faveur d'une Suisse souveraine, indépendante et neutre. Nous le faisons par conviction et avec toutes les forces dont nous disposons.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Toni Brunner'.

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse

Bilan positif des élections à Fribourg, Genève et Vaud

Ces derniers jours les cantons de Fribourg, Genève et Vaud ont procédé au renouvellement de leurs autorités communales. A six mois des élections fédérales du 23 octobre 2011, les résultats de ces élections communales revêtaient une grande importance pour notre parti et des résultats positifs étaient importants pour créer une dynamique favorable à une nouvelle croissance de l'UDC en Suisse romande.



par Claude-Alain Voiblet,
coordinateur romand de l'UDC

C'est seulement ces dernières années que l'UDC a mis l'accent sur la création de sections dans les villes romandes pour répondre aux attentes de ses électeurs urbains. Cette évolution a permis de présenter des listes aux élections communales. A noter que dans ces cantons romands, les étrangers font partie du corps électoral et participent aux élections communales.

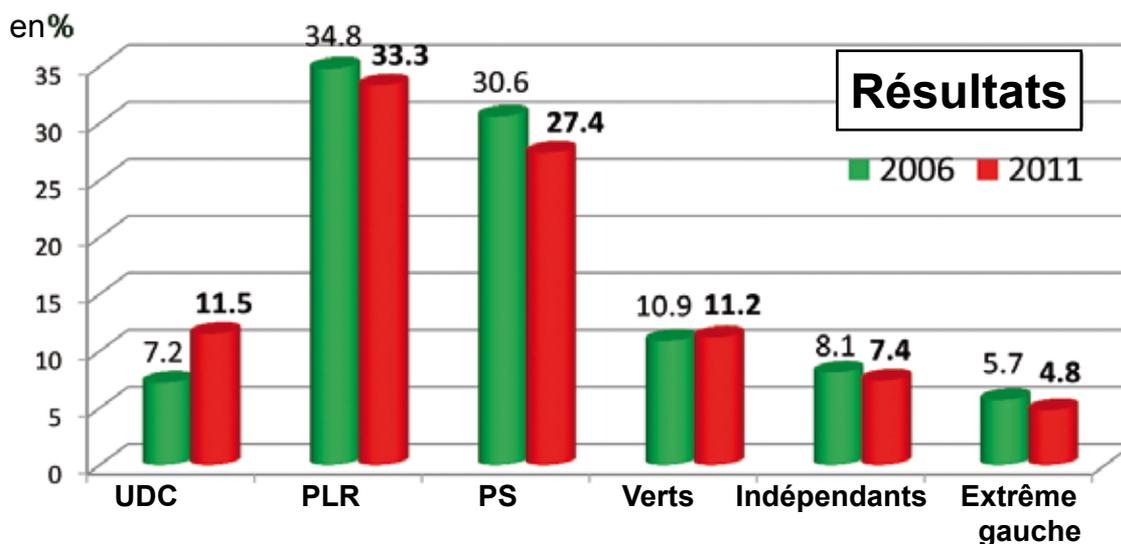
Dans le canton de Genève, malgré la très forte croissance du MCG, l'UDC a obtenu des résultats encourageants. Notre parti est passé de

27 à 32 mandats et il est désormais présent dans douze communes, soit cinq de plus qu'en 2007. La croissance de mandats s'est essentiellement faite dans de nouvelles villes.

En terre vaudoise, les objectifs sont atteints! Présent dans trente-cinq villes du canton, l'UDC est le seul parti qui affirme une forte croissance lors de ces élections. Avec ses 280 élus, notre parti a gagné 107 mandats, alors que l'objectif était un gain de 67 mandats. Malgré la présentation de 400 candidats, l'UDC doit rechercher 17 personnes pour occuper les mandats sur les listes qui n'avaient pas suffisamment de candidats. La situation est différente pour les élections aux municipalités, l'UDC ne parvient pas à générer des alliances avec d'autres partis de droite pour gagner au sein des exécutifs.

élus UDC à différents niveaux pour repositionner l'UDC et ainsi faire barrage à de nouveaux partis au centre et à droite est récompensé par les résultats obtenus.

Les élections fribourgeoises n'ont pas répondu à nos attentes, cependant l'UDC enregistre une croissance de ses mandats législatifs. Dans les quatre villes de Fribourg, Bulle, Morat et Romont, notre parti progresse de cinq mandats, passant de 26 à 31 élus. L'UDC obtient également des résultats positifs au sein des autorités exécutives de plusieurs communes.



Le résultat dans le canton de Vaud présente une augmentation claire calculée ci-dessus en % des sièges répartis dans toutes les communes qui élisent le Conseil communal au système proportionnel. Attention: l'UDC n'est pas présente dans toutes les communes.

Les bons résultats obtenus sont le fruit de l'engagement du parti en amont des élections. En effet, l'UDC avait anticipé l'arrivée de partis. Le travail important consenti par de nombreux

Ces résultats confirment que nos électeurs attendent de nous un engagement clair sur les thèmes qui sont au coeur de notre politique. Félicitations à l'UDC Vaud, Fribourg et Genève.

L'UDC Suisse peut dresser un bilan positif des résultats des élections à Genève, Fribourg et Vaud. Ces résultats sont encourageants, à quelques mois des élections fédérales. Il est important que l'UDC, se mobilise pour défendre ses valeurs.

4 Politique de l'énergie

«Une sortie immédiate du nu augmentation du prix et d'un

Les événements au Japon, en particulier dans la centrale nucléaire de Fukushima, ont entraîné en Suisse une véritable panique générale organisée. Des politiciens de presque tous les partis exigent actuellement l'abandon immédiat de l'énergie nucléaire ou, du moins, des scénarios à ce sujet. Au milieu de ces histoires d'épouvante et de cette hystérie, massivement encouragées par les médias on oublie complètement les questions importantes de la garantie de l'approvisionnement et des coûts énergétiques futurs.



par Hans Killer, conseiller national,
Unteriggenthal (AG)

Il convient par conséquent de garder son calme et d'attendre une analyse claire des événements, plutôt que de perdre la tête et d'exiger des mesures qui ne pourraient par la suite pas être mises en œuvre.

Du réalisme plutôt que des coups médiatiques

Quand on observe les revendications, elles semblent illimitées: arrêt des centrales nucléaires, renforcement de l'énergie hydraulique, abandon des moyens de défense contre les énergies alternatives dans le domaine de la protection du paysage et de la nature; elle s'étend jusqu'à l'augmentation des contributions en faveur des énergies renouvelables. Les partis de gauche se disent favorables à la construction de nouvelles centrales au gaz ou au charbon, bien que ces deux sources d'énergie génèrent des émissions considérables. La protection de l'environnement est jetée aux oubliettes, tout ceci dans le but ultime rouge-vert: l'abandon total du nucléaire, par n'importe quel moyen. L'activisme à court terme, les actes irréfléchis ainsi que la peur sont toujours mauvais conseillers.

Avant de prendre des mesures, il faut analyser la situation et connaître tous les faits. Tout le reste n'est que populisme, sur le dos de la population et de milliers d'entreprises, qui ont besoin d'un approvisionnement électrique sûr et abordable.

Aucune alternative à l'énergie atomique en perspective

Les débats et revendications actuels omettent ces points. À l'avenir, les besoins électrique en Suisse ne vont pas diminuer mais augmenter et il en ira de même dans les pays voisins. Outre l'immigration massive des dernières décennies, les efforts pour réduire la consommation de pétrole sont une raison de l'accroissement de la consommation électrique. Si l'on souhaite se libérer du pétrole et par là même réduire notre dépendance envers des États tiers, il est nécessaire de disposer d'une autre source d'énergie, en l'occurrence l'électricité. Exiger un abandon du nucléaire est téméraire. En effet, la question qu'il faut se poser est celle de l'alternative à l'énergie atomique. Que se passerait-il, si les centrales nucléaires disparaissaient? Quelles énergies remplaceront la part de 40 % que représente cette énergie dans le mix de l'électricité? Elle pourrait partiellement être compensée par la construction de centrales électriques au gaz et au charbon. Du point de vue environnemental, ce serait clairement préjudiciable, parce que ces types de centrales génèrent des émissions massives de CO². Abstrac-

tion faite de cet aspect, nous nous soumettrions à la dépendance de pays qui ont par le passé utilisé ces matières premières comme des armes. On se souvient bien de la démonstration de force de la Russie, qui a ces dernières années plusieurs fois fermé le robinet du gaz dans le cadre du conflit avec l'Ukraine. Les énergies renouvelables telles l'énergie solaire et éolienne peuvent apporter leur contribution mais leur potentiel reste limité. Reste encore l'accroissement des capacités des centrales hydroélectriques. L'énergie hydraulique est presque entièrement exploitée, sans compter que son potentiel a été davantage restreint au cours des dernières années, que ce soit par le Parlement, à travers des réglementations drastiques, ou par les recours des associations de protection de l'environnement et de la nature. La dernière possibilité est l'importation de courant. Cette solution peine à convaincre lorsqu'on y regarde de plus près, d'une part parce que la capacité du réseau est trop faible et que là aussi, il existe une résistance contre son développement, d'autre part parce que chaque pays a lui-même besoin de son énergie.

Conséquences de taille pour la protection du climat et de l'environnement

Ceux qui veulent abandonner l'énergie atomique doivent aussi remettre en question le débat sur les mesures de protection du climat et de l'environnement. On ne peut avoir le beurre et

cléaire sera suivie d'une e diminution de l'offre»

l'argent du beurre. Il est irritant et révélateur que les partis qui exigent avec véhémence un abandon immédiat du nucléaire soient ceux qui prônent les réductions de CO². Il sera impossible d'atteindre les objectifs de réduction adoptés par le Conseil des États sans la production électrique exempte de CO² des centrales nucléaires. Illustration: la plus grande centrale au charbon du monde rejette chaque année, avec ses 41,3 millions de tonnes, plus de CO² que la Suisse toute entière! Une centrale moderne avec turbine à gaz à cycle combiné émet, pour une puissance équivalente à celle de la centrale nucléaire de Mühleberg, 700'000 tonnes de CO² par an.

Pertes de postes de travail et dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger

Un abandon immédiat entraînerait des pénuries de courant et des augmentations de prix considérables. Ceux qui ont assisté au tollé de la population face aux augmentations de ces dernières années, fermement soutenus par les mêmes médias qui aujourd'hui prêchent en faveur de

l'abandon, peuvent imaginer ce qui arriverait dans un tel scénario, bien plus grave. Une forte augmentation aurait aussi des conséquences de grande ampleur sur l'industrie, qui a besoin de disposer d'énergie à prix avantageux. Une électricité abordable était l'un

des seuls avantages liés au lieu d'implantation dont nous disposons face à l'étranger. En cas d'augmentation des prix, la place économique suisse perdrait sa compétitivité. Des branches à forte consommation énergétique telles l'industrie du ciment, de l'acier, du papier mais aussi du recyclage seraient fortement touchées. Outre le risque de suppression de places de travail, la Suisse serait dépendante de l'étranger dans des secteurs centraux.

tion de la consommation énergétique est également une conséquence de la croissance démographique. Les transports publics, les infrastructures, ainsi que d'autres applications ont besoin de grandes quantités de courant. Des milliers de places de travail dépendent d'un approvisionnement électrique régulier. Un abandon aurait des répercussions considérables sur la vie quotidienne, créant un risque latent de pénuries de courant et un fort renchérissement de

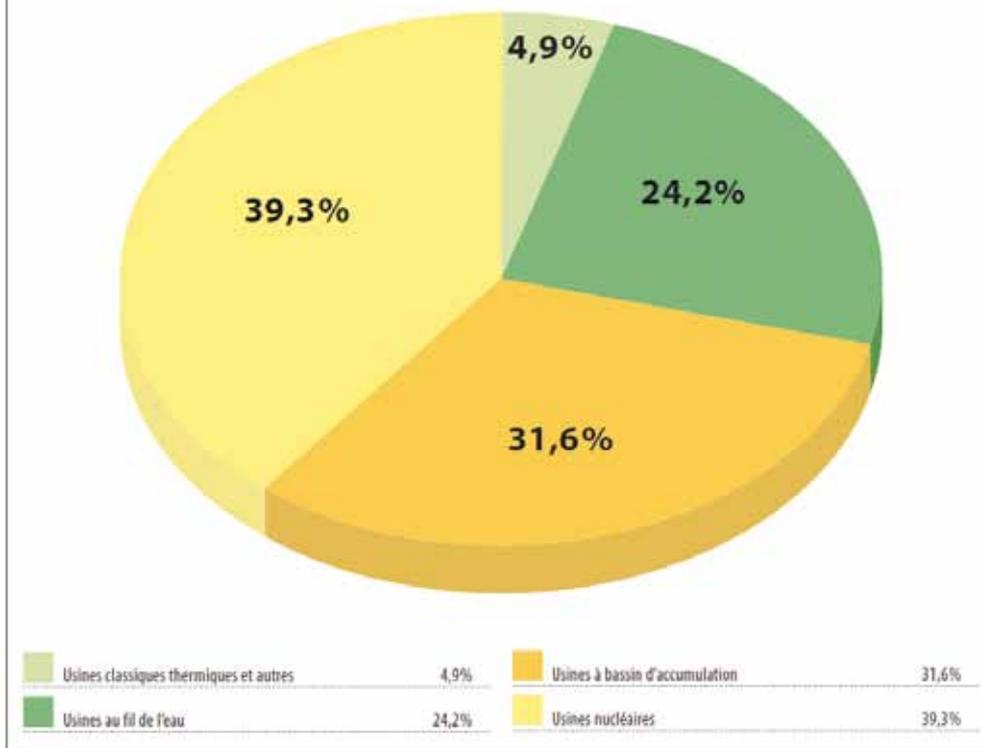
l'entretien des ménages.

Des actes plutôt que des mots

La politique énergétique future a besoin de directives claires et de transparence. Les opposants à l'énergie atomique doivent apporter des réponses concrètes. Il est inconcevable de s'opposer à toute forme d'énergie. Le double discours politique de la gauche doit cesser. Dans le débat à venir sur l'énergie, il faut

dra examiner les avantages et inconvénients de chaque source d'énergie, sans œillères idéologiques. Les coups médiatiques motivés uniquement par des desseins politiques et entraînant de graves dommages collatéraux doivent être clairement écartés.

Composition de la production électrique suisse en 2009



Source: statistique fédérale suisse 2009

39,3% de la production électrique provient des centrales nucléaires, soit la plus grande proportion. Un renoncement de l'énergie nucléaire nuira à l'offre et aura pour conséquence une augmentation des prix du courant.

Croissance démographique en tant qu'élément supplémentaire

Un autre point régulièrement passé sous silence dans le débat est celui de l'immigration. La population en Suisse a augmenté de 1,1 million de personnes depuis 1990. L'augmenta-

6 Retour sur la session de printemps

Initiative préjudiciable aux PME rejetée



Lors de la session de printemps 2011, le National, avec l'aide de l'UDC, a recommandé au peuple, à 110 voix contre 61, de rejeter l'initiative populaire « 6 semaines de vacances pour tous ». La Chambre basse a également rejeté une proposition de contre-projet à cinq semaines. Le droit aux vacances actuellement ancré dans le code des obligations est de 4 semaines par an. L'initiative vise à le faire passer à 6 semaines. Les PME suisses seraient particulièrement affectées par l'admission de l'initiative. Les micro-entreprises de moins de 10 collaborateurs ne seraient pas en mesure de remplacer le temps de travail manquant. L'objet de l'initiative populaire entraîne une mise en danger de la place industrielle suisse, parce que les coûts supérieurs du travail et des salaires affaibliraient considérablement la compétitivité de la place économique et industrielle suisse.

Marchandage de gauche pour les crédits FMI



Grâce à une coalition de centre-gauche, le National s'est prononcé en faveur des nouveaux accords de crédit avec le Fonds Monétaire International (FMI), destinés à soutenir les États affaiblis de la zone euro à hauteur de 16,5 milliards de CHF, et a accepté une augmentation de l'aide au développement, de 640 millions de CHF. Les partis de centre-gauche ont acheté le soutien au crédit FMI par ce « marchandage » avec les partis de gauche. L'UDC a résolument rejeté les deux objets. En les acceptant, la Suisse consent de nouveaux risques financiers et de politique monétaire chiffrés en milliards et elle se porte garante pour des banques allemandes et françaises. Ces crédits irresponsables ayant déjà été acceptés par le Conseil des États, on se trouve désormais devant le fait accompli. Les interventions de l'UDC visant à soumettre ces décisions au référendum ont été rejetées.

Le Conseil des États édicte une augmentation de 30ct du prix de l'essence



Le Conseil des États a décidé, en tant que contre-projet indirect à l'initiative populaire « pour un climat sain », que la Suisse devrait réduire ses émissions de CO² de 20 % jusqu'en 2020, et ce, exclusivement par des mesures sur le territoire national. Contrairement au National, le Conseil des États s'est également prononcé en faveur de mesures visant cet objectif. Le Conseil fédéral devrait ainsi pouvoir introduire une taxe CO² sur l'essence et le diesel entraînant un renchérissement du prix des carburants de presque 30 centimes par litre. Le fait que ceci n'ait pas pour effet de réduire les émissions de CO² mais uniquement de soutirer davantage d'argent ne semble pas gêner les parlementaires outre mesure. Si ce projet de loi est adopté sous sa forme actuelle, l'UDC lancera certainement un référendum, conjointement avec l'Union suisse des arts et métiers.



L'UDC dénonce l'opacité du Conseil des États

Contrairement à l'usage au National, les votes donnés au sein du Conseil des États ne sont pas publiés. On continue en effet d'y voter à main levée et donc pas sous forme électronique. Avec des conséquences fatales: les membres d'un parti votent différemment au Conseil des États, protégés par la non-transparence, que leurs collègues de parti au Conseil national. Les citoyennes et citoyens ont par ailleurs le droit de savoir comment leurs représentants votent dans la Chambre haute et s'ils défendent vraiment leurs intérêts.

Pourquoi l'UDC qualifie-t-elle le Conseil des États de «chambre opaque»?

Les conseillers aux États se présentent comme des députés indépendants et donc non tenus à une attitude politique de base. Sous cette couverture, ils ont développé une nonchalance flagrante vis-à-vis des valeurs patriotiques mais aussi un glissement à gauche. Longtemps, le Conseil des États était la chambre bourgeoise, fiable, du Parlement. Il se prononçait généralement en faveur du fédéralisme. Les choses ont



Les citoyens ont le droit de savoir si les conseillers aux États votent selon leurs souhaits. C'est pourquoi l'UDC dénonce l'opacité de la Chambre haute.

bien changé. Même des représentants de partis dits bourgeois votent aujourd'hui à gauche et avec une tendance centralisatrice au sein de la Chambre haute, parce que leur vote n'est pas divulgué, contrairement à la règle applicable au Conseil national. Ceci a même pour conséquence

que les membres d'un parti votent, dans l'ombre de la non-transparence, à contre-courant de leurs collègues au National.

Quelles sont actuellement les règles applicables au vote du Conseil des États et quelles en sont les conséquences sur les décisions politiques?

Au Conseil des États, on vote à main levée et non sous forme électronique. On ne peut donc pas consigner les votes ni les publier nominalement. Des votations nominales sont certes possibles au Conseil des États mais elles doivent être exigées par au moins dix membres. On n'y a pratiquement jamais recours. Au Conseil national, en revanche, on vote sous forme électronique. Une liste nominale faisant état du résultat de chaque votation est établie et publiée au bulletin. Le public peut la consulter sur Internet en tout temps, afin de savoir qui a voté et comment. Cette publication des résultats peut servir de base aux électeurs pour décider à qui ils souhaitent donner leur voix lors des élections. En fin de compte, ils veulent

élire des personnes qui défendront aussi leurs intérêts une fois élus.

Comment pourrait-on instaurer davantage de transparence au Conseil des États et pourquoi cela a-t-il jusqu'à présent été empêché?

La transparence et l'information sont

des piliers de notre démocratie. Afin d'appliquer ce principe au sein du Conseil des États, tous les votes dans la Chambre haute devraient être rendus publics. Le Conseil des États a catégoriquement rejeté toute intervention en ce sens déposée en son sein pour modifier le règlement de ce Conseil.

Qu'a entrepris l'UDC pour remédier à cette situation insatisfaisante?

Lors de la dernière session, la fraction UDC a déposé au Conseil national une initiative parlementaire demandant la modification de la loi sur le parlement, applicable aux deux Conseils. L'UDC exige également dans le même objet l'introduction au Conseil des États d'un système de votation électronique avec consignation obligatoire des résultats, analogue à celui du National. Étant donné que les éléments architecturaux nécessaires au vote électronique seront intégrés à la salle du Conseil des États à l'occasion de sa rénovation en automne 2011, il n'existe aucun argument financier ou architectural opposable à la transparence relative aux votes, qui aurait dû être instaurée depuis longtemps.

Pourquoi la publication des résultats des votations est-elle aussi importante pour le citoyen ?

Cette transparence est nécessaire afin qu'au Conseil des États aussi, les citoyens, qui ont le droit d'élire leurs représentants soient informés des votes de leurs députés.

8 Assemblée des délégués

L'UDC exige le retrait de la demande d'adhésion

Les déclarations contradictoires du Conseil fédéral concernant d'éventuelles négociations sur un paquet «accords bilatéraux III» exigent une rapide mise au point. En outre, la demande d'adhésion toujours pendante à Bruxelles doit enfin être retirée. Il est évident pour l'UDC que les partis qui refusent de retirer cette demande veulent pousser la Suisse dans l'UE - nonobstant leurs dénégations hypocrites. C'est pourquoi les délégués UDC ont accepté une résolution exigeant notamment le retrait de la demande d'adhésion à l'UE lors de l'assemblée des délégués à Lugano le 26 mars.



Toni Brunner, président du parti, a ouvert l'assemblée des délégués en italien.



L'UDC s'est dotée de nouveaux stands pour rapprocher ses militants des citoyens. Ce modèle a été présenté à Lugano.



Martin Baltisser, secrétaire général et Ueli Maurer, conseiller fédéral ont siégé côte à côte lors de l'assemblée des délégués du 26 mars à Lugano.



Yvan Perrin, vice-président, s'est notamment exprimé sur les carences des accords de Dublin. Lisez son article en page 10 de ce numéro.

La gauche veut 30 centimes de plus pour l'essence

Le Conseil des États a choqué la Nation au cours de sa dernière session. La Suisse doit réduire ses émissions de CO² de 20 % jusqu'en 2020. À la différence du Conseil national, le Conseil des États souhaite également introduire une taxe CO² sur les carburants. Le prix de l'essence et du diesel serait majoré d'environ 30 centimes par litre. La gauche et les Verts souhaitent en outre interdire les véhicules 4x4 ou les rendre beaucoup plus chers. De plus en plus de citoyennes et de citoyens se demandent, avec raison : sommes-nous, Suisses, vraiment encore normaux ?



par Walter Wobmann, conseiller national, Gretzenbach (SO)

A lors que les Suisses s'imposent de plus en plus d'entraves, amputent leur liberté et se restreignent artificiellement, que ce soit par de nouvelles règles, impôts, redevances et taxes, d'autres pays renforcent les avantages de leur place économique. Il est clair pour tous qu'une taxe CO² sur les carburants n'apporterait rien, hormis bien entendu des recettes supplémentaires pour l'État. «Nous devons agir en précurseurs et montrer l'exemple», tel est le credo de la gauche et des Verts. Le futur de la Suisse et l'ensemble de notre économie seraient ainsi sacrifiés au nom de cet «exemple».

Effet non mesurable sur l'environnement

Ces dernières années, le prix de l'essence en Suisse a varié entre 1.30 et 1.85 francs par litre. Pas un kilomètre de moins n'a été parcouru pour cette raison. Il n'existe aucun lien entre le prix de l'essence et les kilomètres parcourus. Il y a en revanche un lien direct entre la croissance démographique dans notre pays et le nombre de kilomètres parcourus. Or de nombreux gauchistes refusent d'aborder

ce sujet. Grâce à la libre circulation des personnes, notre population croît chaque année. Le nombre d'automobilistes – et donc celui des kilomètres parcourus – augmente. Ce phénomène se manifeste par des embouteillages et des engorgements sur les routes.

La taxe CO² sur les carburants, pensée comme une «mesure incitative», n'incitera personne à abandonner la voiture au profit des transports publics, pour ensuite être contraint d'y rester debout dans des wagons bondés. Tout au plus inciterait-elle, compte tenu de la faiblesse de l'euro, à aller faire le plein de l'autre côté de la frontière. Cette taxe élevée n'aurait aucune incidence sur les émissions de CO². La part d'émissions de CO² dans le monde issues de la circulation routière suisse est inférieure à 0,01%. L'objectif est en fin de compte de soutirer plus d'argent aux automobilistes. Ces derniers sont les «vaches à lait», que la gauche, les Verts et le Conseil des États considèrent pouvoir traire à merci.

Conséquences imprévisibles

Personne n'a pensé aux conséquences d'une taxe CO² aussi élevée sur les carburants. Le projet est hautement nuisible à l'économie. J'aurais même tendance à dire que la Suisse se mettrait elle-même hors-jeu et produirait de nombreux chômeurs.

Le marché intérieur serait le premier à souffrir de cette taxe. Les frais de transport en Suisse prendraient l'as-

enseur. Du courrier à la branche des voyages, il faudrait s'attendre à des alourdissements de charges substantiels. Bien entendu, ce problème ne toucherait que la Suisse. Parallèlement, grâce à la chute du taux de change de l'euro, tout autour de nous deviendrait plus avantageux. L'ensemble de la population active serait affectée. Et ce, à une époque où les petites et moyennes entreprises ont déjà du mal à rester concurrentielles face à l'étranger.

Référendum indispensable

Dans l'éventualité où la nouvelle loi, telle qu'elle a été acceptée par le Conseil des États, passerait aussi au Conseil national, il faudra lancer un référendum. C'est au peuple de se prononcer sur de telles questions. Les automobilistes et motocyclistes – et là on parle de l'ensemble de la population – en ont assez de devoir tendre leur porte-monnaie sous tout et n'importe quel prétexte. C'est ce qui est ressorti des votations récentes dans les cantons. Dans mon canton, Soleure, par exemple, plus de 67% des votants ont empêché en septembre 2009 l'introduction d'un impôt écologique sur les véhicules. En ce qui concerne la taxe CO² sur le carburant, on parle même d'augmentations pouvant atteindre 30 centimes par litre. Un tel projet n'aurait aucune chance auprès du peuple. Les soi-disant représentants du peuple au Conseil national feraient bien de le comprendre une fois pour toutes. Sinon, nous, le peuple, devons agir en conséquence.

10 Demandeurs d'asile

La tête dans les sables

Si l'avenir de la révolution qui secoue le monde arabe ces jours-ci est incertain, il est par contre plus que probable que notre pays subisse un vigoureux contrecoup de ce nouveau Printemps des Peuples. En effet, chaque jour, de nombreuses embarcations chargées presque exclusivement de jeunes hommes - peu voire pas de femmes - en quête d'une vie meilleure accostent à Lampedusa, mettant cruellement à mal l'illusion que constituent les accords de Schengen-Dublin. On nous avait promis des contrôles rigoureux aux frontières extérieures de l'Union européenne, on voit qu'il n'en est rien. Personne ne peut endiguer ce flot humain qui ne cesse de croître et il n'est pas nécessaire d'être devin pour comprendre que ces navigateurs n'ont aucune envie de rentrer chez eux. Qui les y contraindra ? Mystère ou plutôt personne.



par Yvan Perrin, conseiller national, vice-président, La Côte-aux-Fées (NE)

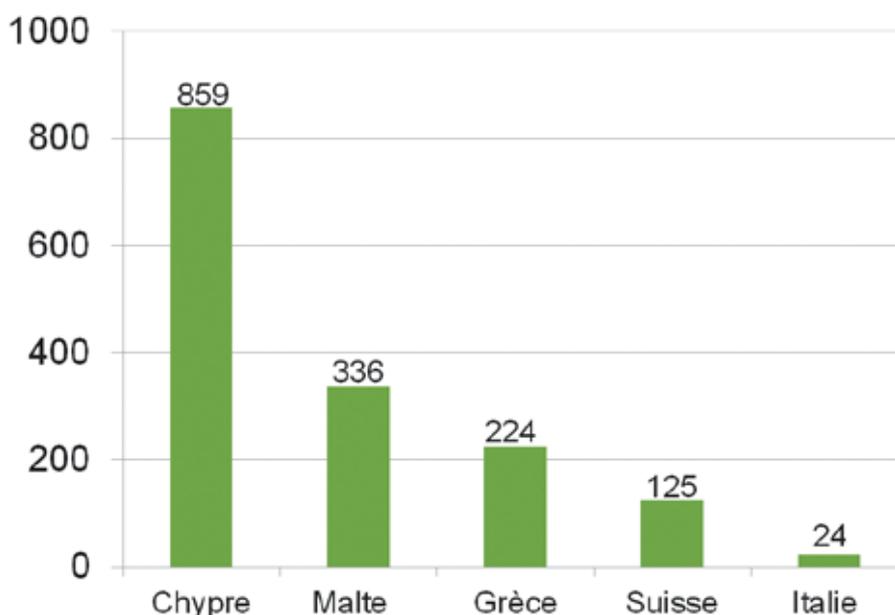
Dublin sera peut-être notre planche de salut? Encore moins car là aussi, la réalité nous explose à la figure. On le sait car le Conseil fédéral avait dû en convenir, la Grèce ne remplit plus ses obligations, n'étant pas en mesure de traiter dignement les cas relevant de sa compétence. Depuis peu, l'Italie a aussi choisi de ne pas assumer ses responsabilités. On en avait déjà confusément l'impression dès lors qu'on prenait le temps d'analyser les statistiques 2007 de l'asile en Europe. Pour 100'000 habitants, la Suisse accueillait 125 requérants, la Grèce 224, Malte 336, Chypre 859 et l'Italie... 24 ! Etonnant de voir un pays fortement sollicité eu égard à sa position avancée en Méditerranée enregistrer 5 fois moins de demandes que la Suisse qui n'a pourtant aucune fron-

tière extérieure de l'espace Schengen-Dublin. Etonnant, avez-vous dit?

En fait, pas tant que ça. Le gouvernement italien est certes très accueillant pour les Marocaines mineures mais veille par contre à ce que toute autre forme de migration soit orientée plein nord, vers la Suisse qui n'oppose aucune résistance, ayant dégarni ses frontières pour complaire à Schengen. Même pour les renvois, nous nous plions aux tracasseries italiennes. Pas plus de cinq personnes par jour, et encore, par avion même s'il n'y a qu'un pas à faire pour franchir la frontière.

Demandes d'asile pour 100'000 habitants

Source: Statistiques de l'asile, 2007



La Suisse enregistre 125 demandes d'asile pour 100'000 habitants alors que l'Italie en compte 24. L'accord de Dublin est inutile.

Bref, non seulement l'Italie viole ses engagements dans le cadre des ac-

cords de Dublin mais elle le fait avec la complicité passive de notre pays. Il serait temps de nous préparer et de prendre les mesures visant à sécuriser notre frontière sud de façon à ce que l'Italie ne puisse plus se décharger de sa responsabilité sur notre pays mais hélas, le Conseil fédéral s'y refuse. Notre gouvernement considère que nous avons le temps, que rien n'indique que les migrants arrivés à Lampedusa poursuivront leur chemin le long de la Botte pour frapper à notre porte.

Ce déni de réalité est d'autant plus préoccupant que n'avons ici qu'un avant-goût de ce qui nous attend. Les jeunes gens qui arrivent à Lampedusa constituent en effet l'avant-garde d'un mouvement migratoire de grande ampleur. Jusqu'ici, quoique détestables, les régimes dictatoriaux qui sévissaient au sud de la Méditerranée constituaient un rempart face à l'immigration subsaharienne. Combien sont-ils, ces Africains convaincus que leur avenir est en Europe? Sans doute des centaines de milliers. Fidèle à son habitude, l'Italie les regardera passer avec bienveillance, veillant à ce qu'ils ne se perdent pas en route. Et sous peu, ils seront chez nous.

Année électorale 2011: l'UDC a besoin de vos dons!

Vous pouvez désormais déduire jusqu'à 10'000 francs de l'impôt fédéral direct !

Les dons aux partis politiques sont désormais déductibles des impôts. Conformément à la nouvelle loi fédérale, les personnes physiques peuvent, dès l'année fiscale 2011, déduire jusqu'à 10'000 francs du revenu imposable pour l'impôt fédéral direct. Les versements déductibles comprennent notamment les cotisations de membre, les dons et cotisa-



tions de mandat (contributions des détenteurs de fonctions politiques). Les cantons peuvent actuellement encore fixer eux-mêmes la limite maximale de la déduction pour leurs impôts. Dans certains cantons, il existe la possibilité de déduire les contributions financières aux partis politiques, dans d'autres pas encore.

Déductibilité de versements aux partis dans le cadre des impôts cantonaux:

Jusqu'à 20% du revenu net



Jusqu'à 10% du revenu net



Jusqu'au montant de

Frs 10'000.- (total)



Frs 5'200 (par pers.)



Frs 5'000 (pp)



Frs 3'000 (pp)



Frs 1'600 (pp)



Frs 1'500 (pp)



Pas de montant max.



Autres cantons: pas expressément réglé

En cas de question ou de contribution financière de montant supérieur, veuillez vous adresser à votre autorité fiscale cantonale.

12 Zottel

Gagnez un brunch à la ferme chez Zottel !

Zottel se tient à nouveau aux côtés de l'UDC pour les élections 2011 en qualité d'assistant animal aux élections. Le bouc, qui a aujourd'hui dix ans, avait déjà porté chance à l'UDC lors des précédentes élections, il y a quatre ans. En 2011, le bouc téméraire veut remettre ça et atteindre avec l'UDC un score de 30 % des suffrages. Faites la connaissance de Zottel et rendez-lui visite à la ferme du conseiller national Ernst Schibli. Participez au concours et gagnez un brunch « consistant » pour vous et votre famille.

Zottel est curieux, intéressé, hardi, tenace, déterminé et résistant. Il s'engage en faveur de la liberté et de l'indépendance de la Suisse – comme l'UDC. Des milliers d'enfants, des familles, ainsi que des « fans » de Zottel de toute la Suisse se sont attachés à ce bouc plein de curiosité.

Son propriétaire est le conseiller national Ernst Schibli d'Otelfingen (ZH). Depuis que le bouc Zottel est devenu célèbre, Otelfingen est aussi parfois

appelé « Zottelfingen ». L'une des activités favorites du bouc Zottel est de manger. Il mange presque tout ce qui est vert (sans pour autant être Vert lui-même). Comme tout bon bouc suisse, Zottel aime l'altitude. C'est la raison pour laquelle le sportif Zottel escalade tout monticule, aussi petit soit-il, qui s'offre à lui.

Faites la connaissance de Zottel et rendez-lui visite à la ferme du conseiller national Ernst Schibli. Parce que Zottel adore les enfants et joue volontiers

avec eux ; il organise un concours de peinture et invite les gagnants à Otelfingen.

Les noms des gagnants ainsi que leurs dessins seront publiés dans le prochain numéro de Franc-parler, le 24 mai. Zottel et l'UDC souhaitent bonne chance à tous les participants.

Rendez visite à Zottel sur son site, à l'adresse www.zottel-2011.ch



Envoyez-nous un dessin représentant Zottel dans n'importe quel contexte, avec ses amis à la ferme, dans l'étable, etc. Quatre dessins seront sélectionnés et l'artiste sera invité chez Zottel avec sa famille. Vous pourrez faire connaissance avec Zottel et serez invités avec votre famille à un brunch «consistant» le 18 juin.

Envoyez-nous les dessins, jusqu'au 9 mai au plus tard au Secrétariat général de l'UDC Suisse, CP 8252, 3001 Berne.



Le groupe UDC dans le hangar de Bertrand Piccard

Alice Glauser a organisé une excursion impressionnante : la fraction a rendu visite à Bertrand Piccard dans son hangar à Payerne. Après le souper, servi directement dans le hangar, Bertrand Piccard a conduit le groupe à son avion solaire. Il a expliqué sa vision et le magnifique succès que constitue le fait de pouvoir voler grâce à l'énergie solaire. Suite à ses explications, les participants ont enchaîné sur une discussion animée au sujet des énergies renouvelables.



Les conseillers nationaux Hansruedi Wandfluh (à gauche) et Erich von Sibenthal lors de l'apéro dans le hangar



Bertrand Piccard a exposé au groupe UDC sa vision et a présenté le projet SolarImpulse.



Après une brève présentation de Bertrand Piccard, les conseillers nationaux se sont exprimés à bâtons rompus.

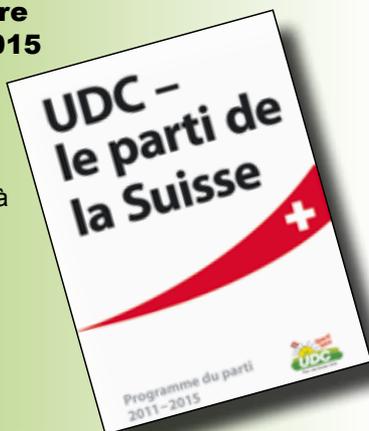


L'avion SolarImpulse est imposant. 70 collaborateurs composent l'équipe engagée de Bertrand Piccard.

14 Shop UDC

Commandez maintenant votre programme du parti 2011-2015 fraîchement sorti de l'imprimerie!

Commandez votre programme du parti au **031 300 58 58** ou par e-mail à **gs@svp.ch**.
De même, téléchargez le programme sur **www.udc.ch**.



**ICI VOTRE ANNONCE
DANS LES JOURNAUX DE
L'UDC FRANC-PARLER ET
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue par
10'000 lecteurs pour Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

Impressum

Tirage:	10 000 exemplaires	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Périodicité:	mensuelle	Crédit photo:	Page 3: © UDC Suisse
Collaborateurs:	Michèle Berger, Kevin Grangier	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non-membres.		

**Commandez en ligne:
www.udc.ch**



*Starke Mode für
starke Männer*



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50 fiches	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... français	... allemand

Nom: Prénom:
 Adresse: NPA: Lieu:
 Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à **gs@svp.ch**

Présentation uniforme pour la campagne électorale

Pour la campagne électorale, une présentation graphique uniforme est élémentaire. C'est la raison pour laquelle l'UDC a créé un portail de modèles d'impression. Il permet d'assurer une image uniforme à l'extérieur. Que vous conceviez une affiche, une lettre, une carte ou que vous souhaitiez publier une annonce relative à une manifestation ou à un thème, vous trouverez sur ce portail tous les modèles nécessaires. Profitez de cette offre, l'inscription est gratuite, l'utilisation est aisée et facile à comprendre.

L'Union démocratique du centre met gratuitement à disposition de toutes les sections UDC et de tous les candidats et candidates des modèles d'impression tout prêts, en particulier dans la perspective des élections au Conseil national et au Conseil des États. Sur ce portail, vous pourrez concevoir les imprimés nécessaires, telles les affiches, annonces, lettres, cartes, etc. conformément à l'identité visuelle. Vous pouvez vous inscrire et accéder directement au

modèle souhaité. L'image de votre choix peut être transférée depuis votre ordinateur, elle sera ensuite retravaillée par l'imprimerie, pour une qualité optimale.

Slogans, textes mais aussi numéros de listes peuvent être adaptés à votre guise en cliquant sur «Détails» et «Éditer».

Vous pouvez créer un PDF prêt pour l'impression, que vous remettrez à

votre imprimerie habituelle ou aux journaux, dans le cas d'annonces, ou alors l'imprimer vous-même.

Vous pouvez aussi faire imprimer les originaux pour impression que vous aurez conçus directement chez Ast & Fischer AG à Wabern.

Un grand merci de votre engagement pour notre Suisse !

www.ast-fischer.ch/svp/fr





Plus pour votre argent
www.kia.ch

LES MODÈLES SPÉCIAUX _seven

AVEC 7 ANS DE GARANTIE!



PICANTO_SEVEN
1.0 L 12V MAN. 62 CH
CHF **16 777.-**



RIO_SEVEN
1.4 L 16V MAN. 97 CH
CHF **19 777.-**

Picanto_seven
1.0 L 12V 62 CH CHF 16 777.-
avec boîte manuelle à 5 vitesses
1.1 L 12V 65 CH CHF 18 777.-
avec boîte automatique à 4 rapports
**Supplément d'équipements allant
jusqu'à CHF 3 368.- pour CHF 227.-!**

Rio_seven
1.4 L 16V 97 CH CHF 19 777.-
avec boîte manuelle à 5 vitesses
1.6 L CVVT 112 CH CHF 22 777.-
avec boîte automatique à 4 rapports
**Supplément d'équipements allant
jusqu'à CHF 3 788.- pour CHF 527.-!**

Venga_seven
1.4 L CVVT 90 CH CHF 22 777.-
1.6 L CVVT 125 CH CHF 23 777.-
également avec boîte automatique à 4 rapports
1.6 L CRDI 128 CH CHF 26 777.-
**Supplément d'équipements allant
jusqu'à CHF 5 200.- pour CHF 1 787.-!**

**cee'd_seven 5-DOOR
& cee'd_seven_sw**
cee'd_seven 5-door
1.4 L CVVT 90 CH CHF 22 777.-
1.6 L CVVT 125 CH CHF 23 777.-
1.6 L CRDI 115 CH CHF 26 777.-
cee'd_seven_sw
1.4 L CVVT 90 CH CHF 23 777.-
1.6 L CVVT 125 CH CHF 24 777.-
1.6 L CRDI 115 CH CHF 27 777.-
tous les modèles 1.6 L également avec boîte autom.
**Supplément d'équipements allant
jusqu'à CHF 5 130.- pour CHF 1 787.-!**

VENGA_SEVEN
1.4 L CVVT MAN. 90 CH
CHF **22 777.-**



CEE'D_SEVEN 5-DOOR
1.4 L CVVT MAN. 90 CH
CHF **22 777.-**



CEE'D_SEVEN_SW 1.4 L CVVT MAN. 90 CH CHF 23 777.-



Consommation mixte l/100 km (catégorie de rendement énergétique, g/km CO₂) - moyenne de tous les véhicules neufs 189 g/km -
Modèles Seven: Picanto 1.0 L 4,8 (A, 114), 1.1 L aut. 6,0 (C, 143) Rio 1.4 L 5,9 (B, 139), 1.6 L aut. 5,9 (D, 164)
Venga 1.4 L 5,9 (B, 136), 1.6 L man./aut. 6,2/6,7 (B/C, 144/155), 1.6 L CRDI 4,5 (A, 119)
cee'd 5-door 1.4 L 5,5 (A, 132), 1.6 L man./aut. 6,0/6,8 (B/C, 142/162), 1.6 L CRDI man./aut. 4,5/5,7 (A/B, 117/150)
cee'd_sw 1.4 L 5,7 (A, 135), 1.6 L man./aut. 6,2/6,8 (B/C, 145/162), 1.6 L CRDI man./aut. 4,6/5,8 (A/B, 122/154)
7 ans de garantie d'usine. Prix nets recommandés. TVA incluse.

KIA Motors SA
5745 Safenwil
062 788 88 99